

COVID-19

LE REGARD DES SCIENCES SOCIALES

FIORENZA GAMBA, MARCO NARDONE,
TONI RICCIARDI, SANDRO CATTACIN (DIR.)



Thomas Abel, Antonio Abellán García, Jean-Michel Bonvin,
Mathilde Bourrier, Claudine Burton-Jeangros,
Sandro Cattacin, Nicola Cianferoni, Ruxandra Oana Ciobanu,
Bernard Debarbieux, Vera de Bel, Maxime Felder,
Fiorenza Gamba, Olga Ganjour, Myriam Girardin,
Marco Nardone, Michel Oris, Loïc Pignolo,
Rogelio Pujol Rodríguez, Diego Ramiro Farinas, Toni Ricciardi,
Emilie Rosenstein, Marlyne Sahakian, Sébastien Salerno,
Daniel Stoecklin, Philippe Wanner, Eric Widmer,
Marie-Eve Zufferey

COVID-19
Le regard des sciences sociales

Sous la direction de
Fiorenza Gamba, Marco Nardone,
Toni Ricciardi et Sandro Cattacin

COVID-19

Le regard des sciences sociales

Sous la direction de
Fiorenza Gamba, Marco Nardone,
Toni Ricciardi et Sandro Cattacin



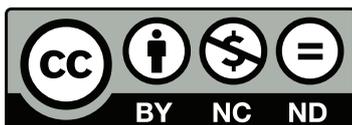
Publié avec le soutien du Fonds national suisse de la recherche scientifique (SNF) et de l'Université de Genève (Département de sociologie, Institut de recherches sociologiques, Faculté des sciences de la société, Fonds d'aide pour la publication Open Access et Fonds général).



© 2020, Éditions Seismo, Sciences sociales et questions de société SA
Genève et Zurich
E-mail: info@editions-seismo.ch
www.editions-seismo.ch

Texte © les auteur·e·s 2020

ISBN 978-2-88351-098-2 (version reliée)
ISBN 978-2-88351-735-6 (PDF)
<https://doi.org/10.33058/seismo.20735>



Cet ouvrage est couvert par une licence Creative Commons Attribution –
Pas d'Utilisation Commerciale – Pas de Modification 4.0 International
(CC BY-NC-ND 4.0)

« But from the whole I found that the nature of this contagion was such that it was impossible to discover it at all, or to prevent its spreading from one to another by any human skill »

Daniel Defoe,
A Journal of the Plague Year, 1722

SOMMAIRE

ACRONYMES	11
AVANT-PROPOS	13
EN GUISE D'INTRODUCTION : QU'ARRIVE-T-IL À NOS SOCIÉTÉS ?	15
<i>Sandro Cattacin, Toni Ricciardi, Fiorenza Gamba et Marco Nardone</i>	
PARTIE A : DYNAMIQUES DE SOCIÉTÉS	
LES PANDÉMIES DANS UNE PERSPECTIVE D'HISTOIRE GLOBALE <i>Toni Ricciardi</i>	29
COMMUNIQUER UNE PANDÉMIE <i>Sébastien Salerno</i>	45
CONSOMMATION AU TEMPS DU COVID-19 : RETOUR VERS UN FUTUR DURABLE <i>Marlyne Sahakian</i>	59
LES DYNAMIQUES PRODUCTIVES À L'ÉPREUVE DU VIRUS <i>Jean-Michel Bonvin</i>	71
LE MODE DÉGRADÉ À MARCHÉ FORCÉE <i>Mathilde Bourrier</i>	83

PARTIE B : APPARTENANCES

ON NE (SUR)VIT PAS SANS RITUELS <i>Fiorenza Gamba</i>	101
--	-----

DISTANCE SOCIALE ET CONFINEMENT AU TEMPS DU COVID-19 <i>Bernard Debarbieux</i>	111
--	-----

LA VILLE CONFINÉE <i>Maxime Felder</i>	125
---	-----

LES FAMILLES ET LE SOUTIEN À DISTANCE <i>Ruxandra Oana Ciobanu</i>	133
---	-----

PARTIE C : VULNÉRABILITÉS

STIGMATISATIONS INVERSÉES, RENVERSÉES ET RÉTABLIES <i>Sandro Cattacin</i>	149
---	-----

DYNAMIQUES FAMILIALES ET COVID-19 : RÉACTIONS À LA PÉRIODE DE CONFINEMENT <i>Eric Widmer, Vera de Bel, Olga Ganjour, Myriam Girardin et Marie-Eve Zufferey</i>	159
--	-----

LA CRISE COMME RÉVÉLATEUR DE LA POSITION SOCIALE DES PERSONNES ÂGÉES <i>Michel Oris, Diego Ramiro Farinas, Rogelio Pujol Rodríguez et Antonio Abellán García</i>	179
--	-----

LES ENFANTS FACE AUX CONSÉQUENCES DU COVID-19 <i>Daniel Stoecklin</i>	193
---	-----

HANDICAP, CONFINEMENT ET L'EXPÉRIENCE DE LA VULNÉRABILITÉ <i>Emilie Rosenstein</i>	215
--	-----

LE COVID-19 EN PRISON <i>Marco Nardone</i>	227
CONFINER L'ILLÉGALITÉ. LE MARCHÉ DU CANNABIS TRANSFORMÉ <i>Loïc Pignolo</i>	247
PARTIE D : GÉRER LA SANTÉ	
COVID-19 : UNE MISE À L'ÉPREUVE DE LA GESTION MONDIALE DES ÉPIDÉMIES <i>Claudine Burton-Jeangros</i>	259
SAISIR LA PANDÉMIE POUR REPENSER LA SANTÉ AU TRAVAIL <i>Nicola Cianferoni</i>	271
ÉPIDÉMIOLOGIE ET SCIENCES SOCIALES <i>Philippe Wanner</i>	283
COVID-19. ÉDUCATION À LA SANTÉ ET CORESPONSABILITÉ <i>Thomas Abel</i>	293
PANDÉMIE ET FRONTIÈRES : À LA RECHERCHE DU COUPABLE <i>Toni Ricciardi</i>	301
PARTIE E : CONCLUSION	
SCIENCES SOCIALES ET HUMAINES COMME SCIENCES DE L'ORIENTATION <i>Fiorenza Gamba, Sandro Cattacin, Toni Ricciardi, Marco Nardone</i>	319
AUTEUR·ES	333

ACRONYMES

AI : Assurance-invalidité	OFSP : Office fédéral de la santé publique
CCT : Conventions collectives de travail	OIE : Organisation mondiale de la santé animale
CDE : Convention relative aux droits de l'enfant	OIP : Observatoire international des prisons – section française
CDR : Mobile Phone Call Detail Records	OMS : Organisation mondiale de la santé
CHSCT : Commission d'hygiène, sécurité et conditions de travail	ONU : Organisation des Nations Unies
CoV : Coronavirus	OSF : Open Science Framework
COVID-19 : Coronavirus disease 2019 – la maladie du coronavirus de 2019	PUO : Pyrexia of Unknown Origin – Pyrexie d'origine inconnue
CPT : Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants	RGPD Règlement général sur la protection des données, directive de l'UE
EMS : Établissements médico-sociaux	SAR : Special administrative region
FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	SRAS ; SARS : Syndrome respiratoire aigu sévère ; Severe Acute Respiratory Syndrome
FMI : Fonds monétaire international	Sida : Syndrome d'immunodéficience acquise
H1N1 : Sous-type H1N1 du virus de la grippe A	UE : Union européenne
LTr : Loi fédérale sur le travail	USPPI : Urgence de santé publique de portée internationale
MERS : Middle-East Respiratory Syndrome Coronavirus	VIH : Virus de l'immunodéficience humaine
MSF : Médecins Sans Frontières	WHO : World Health Organization
OFJ : Office fédéral de la justice	
OFS : Office fédéral de la statistique	

AVANT-PROPOS

Ce livre résulte d'un sentiment d'impuissance intellectuelle devant l'enfermement, devant la mort. Sa réalisation, dans la hâte, est une sorte de rite de passage, notre rite, signal de notre envie de reprendre le travail de chercheuses et chercheurs en sciences sociales et humaines, tout en réactivant la mission fondamentale de nos disciplines : produire de l'orientation. Et nous voulons partager ce réveil et cette envie avec tout un chacun.

Quand nous avons commencé à discuter de ce livre sur le COVID-19, on s'est très vite mis d'accord sur le fait que les premières analyses présentées par les médias ne favorisaient qu'une perspective purement biomédicale.

Ce qui n'est pas surprenant, s'agissant d'une maladie. Mais l'étonnement augmentait au fur et à mesure qu'on les entendait parler de comportement humain, ces médecins, épidémiologues ou virologues. En effet, à défaut de médicament spécifique ou de vaccin, un virus relève surtout de subjectivités, d'émotions, voire d'irrationalités, autrement dit d'êtres humains, dans tous les aspects personnels, sociaux et culturels qui peuvent les caractériser.

Nous avons vite réalisé un manque de connaissance en sciences sociales chez ces personnes auxquelles s'ouvrait la scène médiatique. De même, on s'est rappelé du temps du VIH/sida, quand la médecine et la biologie manquaient de réponses et que du *AIDS Buyers Club* – qui aidait à vivre avec le VIH et qui donnait accès à des médicaments non encore approuvés – aux associations d'homosexuels, du travail social de rue à celui dans les domaines des drogues illégales, le regard était posé sur la capacité d'analyse des dynamiques de société, non pas sur la biologie du corps, mais sur les corps vivants et habités d'une souffrance. Autant nous, nous pouvons apprendre de la médecine et de la biologie, autant nous sommes convaincus que les sciences

sociales sont mieux équipées qu'elles pour la production de connaissances sur l'agir humain, tout en restant dépendantes de la volonté, individuelle et collective, de la société de nous confier ses expériences et vécus divers.

Ce livre est une surprise. Nous y avons réuni des collègues engagés à garantir un semestre d'enseignement de qualité dans des conditions difficiles de confinement et, quand on les a contactés, on n'aurait jamais espéré une réponse aussi constructive, une telle réactivité. Nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à tous et à toutes qui se sont prêtés à cet exercice de réflexion.

Nous voulons aussi y associer notre chère Alma mater qui nous a aidés à réaliser ce projet. Merci donc à l'Université de Genève, en particulier au Département de sociologie et à l'Institut de recherches sociologiques pour le soutien administratif et financier, à la Faculté des sciences de la société, au Fonds d'aide pour la publication Open Access et au Fonds général pour l'aide financière. Enfin, merci aussi au Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) qui a soutenu ce projet de livre et aux Éditions Seismo pour l'engagement et la vitesse de production de cet ouvrage.

Genève, juin 2020

Fiorenza Gamba, Marco Nardone, Toni Ricciardi et Sandro Cattacin

EN GUISE D'INTRODUCTION : QU'ARRIVE-T-IL À NOS SOCIÉTÉS ?

*Sandro Cattacin, Toni Ricciardi,
Fiorenza Gamba et Marco Nardone*

Lorsque la peur envahit l'esprit, la société du risque révèle toute sa puissance déstabilisatrice. Il faut cependant s'habituer à vivre avec des risques, en sachant que le risque zéro n'existe pas et que les chances d'en être victime sont minimes, mais aussi en sachant qu'il n'y a pas de différence, que le dommage peut s'abattre sur les riches ou sur les pauvres, sur Kaboul ou sur Genève.

L'apparition du risque coïncide avec la modernité et le passage de la vie, interprétée comme une destinée au calcul sophistiqué de probabilités. Il était une fois le risque, téméraire et romantique : Colomb, partant avec ses caravelles à la découverte du Nouveau Monde, incarne ce risque. Mais il était déjà en train de calculer, il s'orientait au soleil, en essayant de réduire les risques.

Ce calcul s'est ensuite transformé en une discipline, à la fois économique et assurantielle, de gestion des risques au point de penser qu'on avait notre destin sous contrôle, grâce au système d'assurance, qui intervenait dans une logique collective : plus de risques de pauvreté liés à la vieillesse, plus de risques d'être sans abri si la maison brûle. Le destin individuel s'effaçait donc dans la société d'assurance.

L'État social après la Seconde Guerre mondiale a été le point culminant de ce développement. Dans cette société de l'après-guerre, on se berçait de l'illusion que plus rien ne pouvait nous arriver. Pourtant, de nouveaux risques sont

arrivés et plus personne n'a été en mesure de les assurer : risques épidémiques, risques écologiques, essentiellement d'origine humaine.

La technologie incontrôlable, l'exploitation de la nature, la logique politique rythmée par les élections et qui ne parvient pas à aborder les problèmes avec une vision à long terme – pensons aux problèmes écologiques – sont les causes qui déterminent la transition de la société de l'assurance vers la société du risque, comme elle a été dénommée par Ulrich Beck et Charles Perrow. Bien qu'il y ait encore des différences internationales (entre les pays du Sud et du Nord), cette société se caractérise aujourd'hui par l'impossibilité de gérer les problèmes localement (le risque n'a plus de frontières), par l'impact indifférencié sur les personnes (le risque n'est pas lié, au moins dans un premier temps, à une classe sociale) et par la spirale d'aggravation de l'impact d'une catastrophe (le risque naît d'une petite erreur et se propage à grande vitesse, une épidémie locale devient une pandémie mondiale).

LA SOCIÉTÉ DES RISQUES

Les risques épidémiologiques font partie de cette société du risque. Si les épidémies du Moyen-Âge étaient interprétées comme un châtement divin, celles de la modernité ont entraîné la création de systèmes de contrôle complexes. La célèbre pandémie de grippe de 1918-1919 (*l'espagnole* qui, avec ses plus de 50 millions de morts, a dépassé le nombre de victimes de la Première Guerre mondiale), également causée par le passage d'un virus de l'animal à l'homme, a eu pour effet la création d'un système de surveillance sanitaire et épidémiologique mondial.

La modernité a réagi par la technique de contrôle pour prévenir de nouvelles épidémies similaires. L'État social a également pris ce risque et Gerald Ford, en 1976, pour prévenir une nouvelle épidémie de masse, a mis en place un

programme de vaccination désastreux pour toute la population, le vaccin étant plus dangereux que la grippe s'il était administré à toute la population et non pas seulement aux groupes à risque – une réflexion sur la stratégie de vaccination que nous devrions d'ailleurs mener lors de l'arrivée d'un vaccin contre le COVID-19, sans doute utile, mais à pondérer dans son utilisation selon ce que diront les tests faits avant la mise en circulation.

Ce programme de vaccination de masse, vite abandonné, a délégitimé l'État et Ford. On ne pouvait plus avoir confiance en Ford et la société américaine s'est alors retournée contre la technocratie, pas plus tard qu'à la fin des années 1970. En effet, c'est alors la période des catastrophes autour des centrales nucléaires : l'accident de la centrale nucléaire de *Three Mile Island* en 1979 a été le début d'une chaîne de dangereuses défaillances des systèmes de sécurité qui a culminé en 1986 dans la catastrophe de Tchernobyl. Presque au même moment, le sida a fait son apparition. Cette épidémie, qui a longtemps été locale et africaine, s'est également transformée en pandémie. La mobilité accrue, l'incapacité de l'État-nation à gérer la dynamique mondiale et l'information insuffisante de l'État technocratique expliquent cette propagation rapide du VIH/sida. Les sociétés les plus mobiles – la Suisse et les États-Unis – ont été les principales victimes du sida, non seulement en l'important, mais aussi en le réexportant dans le monde.

La panique créée par la maladie d'Ebola, le SRAS et le COVID-19 montre combien il est difficile de contrôler un monde sans frontières. Les risques, qui n'ont jamais été aussi mesurés et rapidement signalés, semblent cependant incontrôlables.

Bien sûr, pour l'instant, nous n'en sommes qu'aux premiers stades de ces nouvelles maladies épidémiques, mais il n'est pas surprenant que même en cas de faible propagation épidémique, la crainte soit grande. En fait, l'accélération de l'annonce d'épidémies au potentiel désastreux ne peut pas, malgré l'hétérogénéité des réactions qu'elle suscite, nous

laisser indifférents. Pour l'instant, les réactions sont principalement nationales, tandis que l'Organisation mondiale de la santé (OMS) tente de mettre en place une coordination. « Nous devons nous défendre », dit la presse. Mais comment le faire ? Les vaccins sont rarement efficaces contre les nouvelles maladies (et les épidémies) et s'enfermer à l'intérieur est le dernier recours. Calmer la population avec des messages rassurants a pour effet d'accroître la peur : si l'État nous rassure, comme c'était le cas au début de l'épidémie du COVID-19 – notamment par certains chefs d'État comme Johnson, Putin, Trump ou encore Bolsonaro –, il doit y avoir quelque chose qui ne va pas : c'est le message qui reste. La gestion des risques épidémiques ne peut pas se faire avec la déclaration selon laquelle « tout est sous contrôle » alors que, dans le même temps, les informations quotidiennes nous disent le contraire.

Comment sortir de cette impasse ? La première étape est supranationale. Dans ce monde, il n'existe pas de politique sanitaire internationale et le seul domaine où l'observation internationale s'est établie est celui de la grippe. Toutefois, le passage de l'information à l'action est national : même si nous sommes prêtes, dans un pays, à combattre une épidémie, la mobilité internationale de la main-d'œuvre et le tourisme nous empêcheront de nous sentir en sécurité. Nous devons donc, dans ce domaine également – comme cela se fait pour le commerce international – renforcer les pouvoirs d'action des organismes supranationaux.

Une deuxième étape est la promotion de politiques en faveur du développement durable telles qu'elles sont déclinées dans les objectifs de l'Agenda 2030. Au niveau de nos institutions, comme au niveau individuel, cette orientation conduit à une meilleure prise de conscience de notre propre responsabilité dans la gestion des défis sociétaux futurs.

Un troisième élément est la gestion des craintes. Rassurer n'a aucun sens dans une société du risque. Nous devons nous habituer à vivre ensemble et pour le faire dans un esprit de coopération et de confiance, nous avons besoin

d'une information régulière et transparente qui implique le public, qui est appelé à comprendre et à collaborer lorsque des maladies infectieuses se diffusent. Il n'est pas nécessaire d'interdire les rapports sexuels pour prévenir la propagation du VIH ; il faut trouver des solutions appropriées, raisonnables et acceptables, comme la promotion des préservatifs.

Enfin, vivre dans une société à risques multiples exige de nous libérer de l'attente que l'État ou la médecine aillent résoudre nos problèmes, et adopter une attitude réflexive à l'égard de nos comportements, non seulement pour nous sauvegarder, mais aussi pour sauvegarder notre entourage, notre environnement construit et naturel, notre humanité.

APPRENDRE À SURVIVRE DANS UN CONTEXTE D'INCERTITUDE

Le processus de civilisation décrit par Norbert Elias est fondé sur l'apprentissage de comportements adéquats pour nous protéger et protéger les personnes dont nous avons besoin. Dans une société complexe, ces personnes sont un peu tout le monde : du facteur au boulanger, du chercheur au chef d'entreprise – une solidarité organique, disait Durkheim. Cet apprentissage se déroule en trois étapes : d'abord, vous vivez un bouleversement des habitudes et ne savez pas comment réagir, puis vous essayez de comprendre en utilisant les moyens disponibles pour expérimenter ce que vous avez appris. Enfin, vous le transposez dans votre comportement quotidien. Ces processus d'apprentissage sont rapides chez les enfants, comme nous l'a révélé Jean Piaget, beaucoup plus lents chez les adultes, probablement parce qu'ils sont plus informés et ont du mal à modifier des comportements qui se sont avérés efficaces à plusieurs reprises ou pendant longtemps. En bref, plus on vieillit, plus on est conservateur ou sage – selon le point de vue.

Paradoxalement, les sociétés complexes exigent un rééquilibrage continu entre le conservatisme et le changement de comportement. Nous devons faire confiance à ce que nous pensons être juste et, en même temps, nous savons que le changement est normal et que nous l'avons vécu de nombreuses fois, même en peu de temps. La conséquence est une inertie ouverte face au changement qui rend les transformations non pas écrasantes, mais lentes, intégrées – quand elles sont réussies – dans le jeu de l'apprentissage, de l'expérimentation et du changement. Ce développement montre sa force collective lorsque nous avançons, pas à pas, vers plus de droits, plus de liberté, plus de démocratie, comme l'a si bien décrit John Rawls. Mais il montre aussi ses faiblesses lorsque nous sommes confrontés à des défis qui ne nous laissent pas le temps de les comprendre et d'expérimenter, lorsque nous sommes confrontés du jour au lendemain à des risques inconnus plus importants, tels que les catastrophes nucléaires ou les épidémies. La réaction est lente et le prix à payer est très élevé. Tout le monde savait, par exemple, dans les années 1980, que l'utilisation de préservatifs ou de seringues était suffisante, pour éradiquer l'infection par le VIH. Mais il a fallu plusieurs années, presque une génération, avant que ces pratiques ne se répandent, causant entre-temps des morts et des souffrances évitables.

L'expérience de la pandémie du COVID-19 nous fait comprendre, immédiatement, que nous n'aimons pas changer, que les personnes âgées encore plus que les jeunes – qui, du jour au lendemain, ont dû passer (non sans difficulté) du mode « fête » au mode « balcon » – ont du mal à rompre avec les routines. Cet apprentissage que nous faisons collectivement, mais lentement, avec le coût important qu'il implique, apportera des résultats concrets demain. D'une certaine manière, nous apprenons aujourd'hui, à un prix élevé, ce qui demain sera vécu comme un comportement habituel face aux défis épidémiologiques. Grâce à cet apprentissage nous serons prêts, en tant que citoyennes et

citoyens, à faire face avec plus de conscience et de normalité à des défis similaires, petits et grands, qui ne nous épargneront certainement pas, mais que nous pourrions affronter sans devoir invoquer l'autoritarisme, dans le respect de la civilisation démocratique.

LES SCIENCES SOCIALES ET LE COVID-19

Ce que nous venons de décrire, la société des risques avec ses peurs et ses pertes d'orientation et l'apprentissage social dans l'incertitude, entre conservatisme et expérimentation, sont parmi les éléments clés de la compréhension d'une pandémie et de la façon de la circonscrire. Ce livre veut rappeler que les sciences de la vie réagissent à des défis sanitaires ; les sciences sociales et humaines les observent, les expliquent et donnent du sens à ce que nous vivons : elles participent à la compréhension. À première vue, c'est inutile. Avec un peu de distance, on voit facilement que l'observation et l'explication des agissements humains, mais surtout leur compréhension, contribuent au développement de politiques publiques équilibrées et complexes. Ce livre veut être une démonstration, même partielle et tout à fait inachevée, de ce rôle de productrice d'orientations, de boussole, que les sciences sociales et humaines sont en mesure d'incarner.

C'est l'aperçu savant sur l'histoire longue comme l'observation et la décomposition herméneutiques de ce qui se passe sur le balcon des voisins qui créent notre richesse. Rien n'est là sans histoire, rien n'est dénué de sens. Les chapitres et textes qui suivent sont là pour montrer la richesse, et pourquoi pas, la nécessité d'un *regard des sciences sociales* sur notre société et sur ce qui la caractérise aujourd'hui et hier, et ceci pour mieux s'orienter demain.

Les spécialistes des sciences sociales et humaines sont difficiles à identifier et à définir. En général, ils sont impliqués et elles sont impliquées dans l'une des nombreuses

disciplines qui composent le domaine d'étude. Il ne s'agit pas d'une science univoque, mais d'un ensemble de sciences utilisant différentes méthodes, approches et pistes d'analyse qui sont actuellement complémentaires. Elles portent sur l'observation, l'analyse, la description et la classification de la société et des sociétés et de la manière dont elles agissent, interagissent, entrent en conflit, souffrent, aiment – en d'autres termes, vivent.

Notre regard sert à observer ce qui se passe au moment où cela se passe, en ayant conscience de ce qui s'est passé et en focalisant l'attention sur trois éléments : où, comment et quand. Les réponses ne fournissent pas de *lois* définies ou de scénarios futurs, mais ont pour but d'indiquer les tendances possibles en décrivant le présent. Vivrons-nous dans un monde moins ou plus connecté ? Aurons-nous la capacité d'apprendre du passé et du présent dans lequel nous vivons, ou est-ce l'une des nombreuses phases qui nous fera repartir de zéro ? Vivrons-nous dans un monde – dans une société ou dans des sociétés différentes – dans lequel le capitalisme trouvera une nouvelle connotation, ou bien le COVID-19 marque-t-il la fin de ce modèle économique et social ?

Dans ce travail collectif et interdisciplinaire, qui combine les sciences sociales et humaines, il sera plus facile de trouver des questions que des réponses. Ou, d'un autre point de vue, il sera plus difficile de trouver des solutions, mais il y aura davantage d'outils interprétatifs.

UN APERÇU DU LIVRE

Le livre se compose de cinq parties. Chaque partie recueille plusieurs contributions abordant une thématique spécifique. Nous en proposons ici une brève vue d'ensemble. La partie A est intitulée *Dynamiques des sociétés*. Elle s'ouvre par la contribution de Toni Ricciardi, qui cherche à saisir l'actuelle crise sanitaire à travers le prisme de l'histoire globale,

en interrogeant les manières de réagir relevant de différentes époques, ainsi que les conséquences des crises sanitaires du passé. L'article suivant est écrit par Sébastien Salerno et traite des enjeux de la communication liée au COVID-19, des *tweets* des autorités fédérales suisses et de l'OMS, jusqu'aux *fake news*. La contribution de Marlyne Sahakian analyse le COVID-19 sous la lumière des changements de modes de consommation que celui-ci a entraînés dans l'immédiat et entraînera, éventuellement, aussi à moyen et à long terme. De son côté, Jean-Michel Bonvin étudie l'influence de la pandémie sur les dynamiques économiques et productives, dans leurs rapports à l'espace, au temps et au social. L'article de Mathilde Bourrier examine les enjeux des organisations contraintes, en ce temps de crise, à appliquer des « modes dégradés à marche forcée ».

La section B est intitulée *Appartenances*. Fiorenza Gamba examine à la loupe les rituels qui surgissent lors de cette période exceptionnelle, des applaudissements aux balcons et des apéros en ligne, jusqu'aux funérailles. L'article de Bernard Debarbieux débat des enjeux spatiaux et de leurs appellations, produits par le COVID-19, dont font partie la fameuse *distance sociale* et le *confinement*. La ville est le sujet de la réflexion de Maxime Felder, qui expose les changements des rapports sociaux propres à la vie urbaine soumise aux restrictions du confinement. Ruxandra Oana Ciobanu analyse les différentes formes de soutien transnational mises en place dans le contexte particulier de la pandémie par les migrant·es et leurs réseaux sociaux dans les pays d'origine.

La partie C est intitulée *Vulnérabilités*. Sandro Cattacin y discute des effets du COVID-19 sur les positionnements sociaux et les dynamiques de stigmatisation. Eric Widmer, Vera de Bel, Olga Ganjour, Myriam Girardin et Marie-Ève Zufferey examinent les dynamiques familiales, parfois fragiles, dans le cadre du confinement, en portant une attention particulière à la parentalité. Dans une perspective comparative entre la Suisse et l'Espagne, la contribution collective de Michel Oris, Diego Ramiro Farinas, Rogelio Pujol

Rodríguez et Antonio Abellán García étudie la crise sanitaire afin de réfléchir à la position sociale occupée par les personnes âgées. Daniel Stoecklin se concentre, quant à lui, sur les enfants et expose les débats portant sur leur santé ; il analyse le respect de leurs droits et formule des recommandations quant à leur participation aux mesures prises en vue de les protéger. L'article d'Emilie Rosenstein propose de lire l'expérience du confinement à la lumière de la sociologie du handicap. Marco Nardone interroge les enjeux que le COVID-19 soulève dans et autour de la prison, en discutant des politiques pénales, des mesures prises par les administrations pénitentiaires et des réactions des personnes détenues. Dans son analyse du confinement, Loïc Pignolo focalise son attention sur les difficultés auxquelles doivent faire face les personnes qui participent à des activités économiques illégalisées, comme celles qui vendent ou consomment du cannabis.

La partie D est intitulée *Gérer la santé*. Claudine Burton-Jeangros s'intéresse à la gestion mondiale de la crise sanitaire, notamment aux rapports de pouvoir dans lesquels sont impliqués les différents acteurs et les différentes actrices qui y participent, tant à l'échelle globale qu'à l'échelle locale. Le COVID-19 représente l'occasion, pour Nicola Cianferoni, de débattre de la fermeture des entreprises en tant qu'enjeu crucial de la santé des travailleuses et des travailleurs. La contribution de Philippe Wanner questionne le travail et les méthodes d'épidémiologie et, plus généralement, des sciences médicales ainsi que les apports offerts par les sciences sociales dans ce domaine spécifique. Thomas Abel discute de l'éducation à la santé dont fait état la population, ainsi que la part de responsabilité de cette dernière, par son comportement approprié ou inapproprié, dans la propagation du virus. Toni Ricciardi clôt la partie D avec le constat suivant : « Les frontières n'existent pas ». Il entame une réflexion sur les liens entre la circulation internationale des personnes et celle des maladies.

La partie E est la partie conclusive de l'ouvrage. Nous y développons une réflexion plus ample sur la place des sciences sociales dans un domaine, celui de la pandémie du COVID-19, qui n'est instinctivement associé qu'à la biologie ou la médecine.

TEXTES CITÉS

Bachmann, Carine, Ruth Bachmann et Sandro Cattacin (2002). *Risikoverwaltung: Lernen aus der eidgenössischen Politik im Umgang mit Gesundheitsrisiken. HIV/Aids, Hepatitis C und BSE im Vergleich*. Basel; Genf; München: Helbing und Lichtenhahn.

Beck, Ulrich (1986). *Risikogesellschaft. Auf dem Weg in eine andere Moderne*. Frankfurt M.: Suhrkamp.

Durkheim, Emile (1986). *De la division du travail social*. Paris: Presses universitaires de France.

Elias, Norbert (1976). *Über den Prozess der Zivilisation. Soziogenetische und psychogenetische Untersuchungen*, 2 Bände. Frankfurt M.: Suhrkamp.

Perrow, Charles (1984). *Normal Accidents. Living With High-Risk Technologies*. New York: Basic Books.

Piaget, Jean (2002 [1923]). *Le langage et la pensée chez l'enfant : études sur la logique de l'enfant*. Neuchâtel: Delachaux & Nestlé.